

Rapport de force

Comment il se construit réellement Hors élections.

Un mouvement indépendantiste qui attend les campagnes électorales pour construire son rapport de force a déjà perdu. Non pas parce que les élections ne comptent pas, mais parce qu'elles ne font que révéler un état de force qui existait bien avant le déclenchement du scrutin. Certains répondront que les référendums ont tranché: la population a dit non en 1980, non en 1995, et le débat est derrière nous. Mais dire non à un moment précis dans des conditions précises n'est pas un verdict permanent sur une idée. Le Québec de 1995 avait un taux de chômage de 11,4%, une dette provinciale en explosion et un dollar canadien instable. Ce contexte a pesé dans les isolements autant que les arguments constitutionnels. Ce que les urnes mesurent, c'est l'état de force au moment du vote, et cet état se construit ou se laisse détruire bien avant que les affiches ne sortent.

La première chose à comprendre, c'est qu'un rapport de force se construit toujours contre quelqu'un. Le gouvernement fédéral dispose d'une capacité de dépense et de communication qui dépasse de loin celle d'un gouvernement provincial, et il l'utilise.

Les transferts fédéraux, la présence visible dans les régions, les investissements dans les infrastructures, les nominations aux institutions culturelles et judiciaires forment une politique d'intégration constante, diffuse, rarement nommée comme telle. On objectera que cette puissance fédérale est si écrasante qu'aucune société civile provinciale ne peut la contrebalancer sérieusement. C'est précisément l'inverse: une force qui n'a pas à se justifier au quotidien devient invisible et donc invulnérable. Chaque fois qu'on l'oblige à se défendre, à expliquer pourquoi elle dépense tel montant de telle façon dans telle région, on la rend visible. Et ce qui est visible peut être contesté.

La société civile indépendantiste a une fonction précise dans ce contexte: rendre le statu quo visible et coûteux. Les associations, les syndicats, les groupes culturels ne servent pas seulement à créer des espaces d'expression nationale. Leur rôle stratégique est de poser des questions que le régime actuel ne peut pas répondre sans se contredire. Pourquoi le Québec finance-t-il à hauteur de plusieurs milliards un système de péréquation dont il ne contrôle ni les critères ni les priorités? Pourquoi les Québécois paient-ils deux fois pour des services que deux niveaux de gouvernement se disputent? Ici, l'objection évidente est que la CAQ a démontré qu'on pouvait gouverner le Québec avec compétence, remporter des majorités écrasantes, et ne jamais poser ces questions. Ce n'est pas un contre-argument: c'est la démonstration exacte de pourquoi la société civile est plus fiable que les partis politiques comme vecteur du rapport de force. Un parti au pouvoir gère; une société civile interpelle. Quand le parti se tait, la société civile doit parler plus fort, pas attendre que le parti retrouve le courage de le faire.

Le terrain économique est celui où le mouvement a le plus à gagner et le plus à prouver. La principale peur qui fait basculer les indécis vers le Non n'est pas abstraite: c'est la crainte que l'indépendance coûte leur emploi, leur retraite, leur accès aux marchés. L'objection la plus sérieuse ici n'est pas que cette peur est irrationnelle. C'est qu'elle est partiellement fondée. Les sièges sociaux à Toronto, les centres de décision à Ottawa, les investissements conditionnels à l'appartenance fédérale existent et représentent une dépendance réelle, pas imaginaire. Reconnaître ça franchement est plus solide que de le nier. Ce que la reconnaissance permet, c'est de poser la question suivante: cette dépendance s'est construite par des choix politiques sur cinquante ans, pas par une loi de la nature. La Caisse de dépôt, Hydro-Québec, le Mouvement Desjardins sont nés de décisions politiques délibérées dans les années 1960, dans un contexte où les mêmes experts disaient que le Québec n'avait pas les moyens. Ils avaient tort alors. La question est de savoir si les arguments structurels d'aujourd'hui sont plus solides que ceux d'alors, ou s'ils reproduisent simplement le même réflexe de précaution qui a toujours accompagné les projets de transformation.



L'opinion publique ne se gagne pas à coups de grandes déclarations. Elle se déplace par accumulation de petits faits normalisateurs. Chaque fois que le gouvernement provincial gère avec rigueur un domaine que le fédéral prétendait indispensable à sa propre présence, la démonstration se fait d'elle-même. La pandémie l'a rendu visible: les provinces ont géré la santé et l'éducation, et le monde ne s'est pas effondré quand Ottawa était absent de ces salles. Ce n'était pas une nouveauté constitutionnelle, mais c'est devenu une évidence vécue par des millions de Québécois qui n'avaient jamais lu le rapport Tremblay. C'est exactement ce type de normalisation, accumulée dans la durée, qui déplace les indécis. Pas les arguments constitutionnels que seuls les convaincus écoutent jusqu'au bout.

Le temps lui-même est un levier, et c'est celui que le mouvement indépendantiste sous-estime le plus. Les adversaires de l'indépendance misent sur l'épuisement: ils savent que maintenir une mobilisation coûte de l'énergie, que les générations changent, que les priorités quotidiennes écrasent les projets à long terme. On dira que les jeunes Québécois d'aujourd'hui ne s'identifient plus au projet national de la même façon que leurs parents, que l'identité s'est fragmentée, que le nationalisme culturel des années 1970 n'a plus le même écho. C'est vrai et ce n'est pas un problème: c'est une invitation à reformuler. Lévesque n'a pas gagné en ressuscitant le nationalisme de Duplessis. Il a gagné en traduisant une aspiration nationale dans le langage de son époque: social-démocratie, modernité économique, fierté sans repli. Chaque génération a ses termes. La question n'est pas de savoir si les jeunes veulent la même chose que leurs grands-parents. C'est de savoir si les conditions qui rendent l'indépendance désirable peuvent être articulées dans leurs termes à eux, avec leurs préoccupations à eux: environnement, logement, langue comme outil d'intégration plutôt que forteresse identitaire. Ce travail de traduction n'est pas une capitulation idéologique. C'est exactement ce que Lévesque avait fait, et c'est ce qui a rendu novembre 1976 possible.

La cohésion interne, enfin, n'est pas seulement une vertu organisationnelle. C'est une cible. Quand les divisions éclatent au sein du mouvement indépendantiste, la première question à poser n'est pas "qui a raison" mais "à qui ça profite". On objectera que les divisions sont souvent idéologiques et sincères, pas orchestrées de l'extérieur. C'est exact. Mais sincère et instrumentalisé ne sont pas mutuellement exclusifs. Une division réelle entre souverainistes pressés et souverainistes patients peut être sincère dans ses origines et devastatrice dans ses effets, surtout quand des acteurs extérieurs au mouvement ont tout intérêt à l'amplifier. La discipline n'est pas de prétendre que ces désaccords n'existent pas. C'est de refuser de les régler en public d'une façon qui donne à l'adversaire les munitions dont il a besoin pour convaincre les indécis que le projet est trop fragmenté pour être gouvernable.

Le rapport de force hors élections, c'est la somme de tout ce qui précède: des institutions investies, une économie dont on démontre la maîtrise, une normalisation patiente de l'idée d'indépendance, une organisation capable de résister à l'usure. On dira que tout cela décrit quoi faire sans dire comment. C'est vrai, et c'est voulu: le comment dépend des ressources, des contextes locaux, des alliés disponibles, et il change. Le quoi, lui, ne change pas. Un mouvement qui sait où il va peut improviser sur le chemin. Un mouvement qui confond l'agitation avec la progression court vite dans toutes les directions et n'avance nulle part. Ce texte est pour le premier type de mouvement.

Louis-Martin Carrière